

## Compte employeur

En cette période de l'année, les Caisses d'Assurance Maladie transmettent les feuilles de calcul du taux de cotisation des accidents du travail et maladies professionnelles. L'élément déterminant du calcul du taux de cotisation est basé sur le compte employeur transmis courant du dernier trimestre de l'année précédente.

### Les éléments du compte employeur

Toutes les entreprises du régime général, à l'exception de celles cotisant au taux collectif, reçoivent un document de la Sécurité Sociale nommé "compte employeur". Ce document comporte les éléments afférents aux dépenses servies au cours de l'année considérée, aux victimes d'un sinistre professionnel. Les données générales de l'entreprise inscrites au compte employeur, sont:

- Nom de l'entreprise et adresse
- Code Risque
- Numéro SIRET
- Effectif de l'entreprise
- Exercice considéré (année)

Les données spécifiques, sous forme de colonne reprennent :

- le nom et la date de chaque accident ou maladie professionnelle survenus dans la période
- Le taux d'incapacité\*
- Les frais médicaux
- Les frais de pharmacie
- Les frais d'hospitalisation\*
- Le montant des indemnités journalières et nombre de jours d'arrêt pris en compte si arrêt de travail.
- Les indemnités en capital, moins le recours contre tiers\*
- Les capitaux ou rente, moins recours contre tiers\*

\*Éventuellement

## Les erreurs les plus fréquentes du compte employeur

Erreur sur le numéro de risque : l'incidence d'une erreur de numéro de risque a des répercussions sur le taux de cotisation des entreprises cotisant au taux collectif ou mixte.

Erreur sur l'effectif : l'effectif détermine directement le mode de calcul du taux de cotisation. En fonction de celui-ci, le taux de cotisation peut être collectif, mixte ou réel.

Erreurs sur le nom : Il est important de reprendre toutes les déclarations d'accident du travail ou maladie professionnelle des personnes mentionnées au compte employeur.

Ainsi, les apprentis ayant été victimes d'accident ou de maladie professionnelle ne doivent pas apparaître sur le compte employeur. De même, les intérimaires ne doivent apparaître que dans les cas d'un accident mortel ou d'une incapacité permanente de plus de 10 %.

Erreur sur le taux d'incapacité : les victimes d'accident ou maladie professionnelle ayant entraîné une incapacité partielle permanente (IPP) se voient attribué un taux d'incapacité. Cette IPP doit être obligatoirement notifiée par

courrier à l'employeur par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. A défaut, l'entreprise ne peut se voir imputer cette incapacité au compte employeur.

Erreurs sur les frais médicaux, frais de pharmacie et frais d'hospitalisation : ces éléments sont difficilement vérifiables par l'entreprise. Néanmoins, si vous estimez que les montants sont importants, vous pourrez demander les justificatifs de ces dépenses à la Caisse Primaire. Par contre, ne soyez pas surpris de montants très élevés pour les frais d'hospitalisation.

Erreur sur les jours d'arrêt et indemnités journalières : ne manquez pas de vérifier les jours d'arrêt de travail qui ont été pris en compte pour

l'accident surtout si les jours d'arrêt sont comptabilisés sur plusieurs comptes employeur. N'oubliez pas que les arrêts de travail pour rechute d'un accident vous seront également imputés.

Erreur sur les indemnités en capital, moins recours contre tiers : comme stipulé, ne peut vous être imputée que la fraction des indemnités à votre charge si un tiers est mis en cause. Les indemnités en capital sont des montants fixés par le Code de la Sécurité Sociale. Les taux d'incapacité s'échelonnent de 1 à 9 %. Vérifiez la "cote" actuelle des taux appliqués.

Erreur sur les capitaux, moins recours au tiers : cette colonne regroupe les accidents ou maladies professionnelles ayant entraîné une IPP supérieure à 10%, ainsi que les accidents mortels. Concernant les accidents mortels, le montant de la rente des ayants droits est égal à 26 fois le salaire minimum de base. Pour les IPP supérieures à 10 %, le montant de la rente est égal à 32 fois le montant de la rente annuelle (calculé sur les douze derniers mois du salaire de la victime).

Comme précédemment, il n'est imputé que la part à la charge de l'employeur dans le cas d'un recours contre tiers. Dans le cas des intérimaires, l'entreprise utilisatrice ne peut être imputée que du tiers du montant de la rente, sauf en cas de recours de la société d'intérim contre l'entreprise utilisatrice afin d'obtenir une répartition différente.

### Le recours en cas d'erreur

Lorsque des erreurs sont constatées, l'entreprise dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception pour contester ce document. Elle doit le faire par lettre recommandée avec accusé de réception au Service Tarification de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie dont dépend l'entreprise.

Un deuxième délai de 2 mois peut courir, à compter de la réception de la notification du taux de cotisation des accidents du travail ou maladies professionnelles.